

IDÉES

Le sens d'un vote pour le Bloc québécois : préparer l'adieu

Page B 5

CAHIER
B

PERSPECTIVES

Les jeux sont faits

La campagne électorale qui se termine aura été la plus captivante depuis longtemps

Lundi soir, il s'agira de savoir quel parti sera le moins minoritaire. Entre un chef qui a une bonne idée à propos de tout et un autre qui ne peut pas aller au bout de sa pensée, un troisième qui a surfé sur la vague de fond et un autre dont le sourire n'a pas charmé autant qu'il l'aurait voulu, les Canadiens éliront un gouvernement comme on n'en a pas eu depuis celui de Joe Clark en 1979.

Les jeux semblent donc faits presque partout au pays, et tout dépendra de l'humeur des Ontariens lundi matin pour faire pencher la balance du côté des libéraux ou des conservateurs.

La campagne électorale qui se termine aura été la plus intéressante depuis longtemps. La fusion de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur a changé la donne sur l'échiquier politique canadien: le vote de droite n'est plus divisé comme auparavant. L'arrivée d'un nouveau chef aux commandes du Parti libéral a pour le moins modifié le style de leadership auquel ce parti nous avait habitués. Le travail du Bloc québécois à la Chambre des communes a donné à Gilles Duceppe une estime certaine, même à l'extérieur du Québec. Le NDP, l'empêchement de

tourner en rond, a su remettre sur la carte les enjeux sociaux sans toutefois convaincre de sa capacité à gérer le pays.

Sans surprise, les gaffes ont été nombreuses au cours de la campagne, tant chez les libéraux que chez les conservateurs. MM. Martin et Harper ont dû réparer les pots cassés, que ce soit à la suite de déclarations à propos de la Loi sur la clarté, du registre des armes à feu, du bilinguisme ou de la pornographie juvénile. Du côté du Bloc, seule la maladresse de dernière minute en provenance de Québec (était-ce prévisible?) aura entaché une campagne sans faille.

Aucun chef n'a su se démarquer et s'élever au-dessus des autres pour recueillir l'adhésion massive de l'électorat, sauf le Bloc au Québec. Tout indique donc que les Canadiens éliront lundi un type de gouvernement qui, historiquement, a toujours été éphémère.

Jean-Pierre Legault

Le Parti libéral du Canada

Une campagne mouvementée

KATHLEEN LÉVESQUE

Ce qui devait être une formalité, croyait-on dans l'entourage de Paul Martin, s'est avéré un terrain glissant, avec une dégringolade en prime. La campagne des libéraux a connu de tels remous qu'après cinq semaines, rien ne peut leur garantir de former un gouvernement, même minoritaire.

Les sondages à répétition ont démontré qu'il y a péril en la demeure pour le Parti libéral du Canada.

Au Québec, les libéraux ont vite dû faire face à un vent favorable au Bloc québécois. Dans l'ensemble du pays, leur chute dans les intentions de vote a été marquée jusqu'aux débats des chefs. Même le principal conseiller de la campagne de Paul Martin, David Herle, avait affirmé qu'il fallait freiner cette «spirale descendante». Et même si M. Martin semble avoir légèrement repris du poil de la bête en fin de campagne, les sondages le placent au coude à coude avec le conservateur Stephen Harper. Et ce n'est pas faute d'avoir tenté d'imposer les thèmes de la campagne.

Dès le début des hostilités, l'équipe Martin avait ainsi décidé de jouer à fond la carte de l'avenir du système de santé au pays pour bien se différencier de son principal adversaire. La santé aura d'ailleurs eu des allures de leitmotiv. M. Martin a tenté de se placer comme le grand défenseur du caractère public du système de santé canadien.

La chute
dans les
intentions
de vote a été
marquée
jusqu'au
débat
des chefs

Au troisième jour de la campagne, il a annoncé un investissement de neuf milliards de dollars en cinq ans pour des réformes à être négociées avec les provinces. Le gouvernement québécois a émis des réserves sur la possibilité que cet engagement entraîne l'ingérence du fédéral dans un champ de compétence provincial. Dans les heures qui ont suivi, les ténors libéraux se sont défendus d'une telle intention sur tous les tons. Ils ont répété le message lorsque Paul Martin, à la fin de la première semaine de campagne, a promis d'aider les municipalités à même les taxes sur l'essence.

VOIR PAGE B 3: MARTIN

Le Parti conservateur

Fructueuse alliance

MANON CORNELLIER

Au moment du déclenchement des élections, le chef conservateur Stephen Harper est confiant, pas nécessairement de l'emporter — à peu près personne ne croit alors la chose possible — mais de mettre la majorité libérale en péril. Les sondages précédant le coup d'envoi de la campagne accordaient toujours une majorité aux libéraux, mais cette majorité était extrêmement fragile.

La faveur populaire à son endroit étant à la hausse, le Parti conservateur sait, lui, qu'il peut faire mieux mais qu'il doit mener une campagne sans bavures. Quand le coup d'envoi est donné, le 23 mai, il est fin prêt, au grand étonnement de tout le monde. Professionnelle, structurée, la machine fonctionne au quart de tour, et elle n'a pas failli depuis.

Reste le chef, l'ingrédient clé d'une véritable percée. Si les conservateurs ne doutent pas des talents de Stephen Harper, bien des gens à l'extérieur de leurs rangs se demandent s'il arrivera à imposer une image modérée et moderne, détachée du conservatisme social et d'une droite trop dogmatique.

La question se pose d'autant plus que les libéraux ont ouvert les hostilités en diffusant des publicités négatives avant même le départ de la

campagne. Ils se présentent du même coup comme les défenseurs des valeurs canadiennes. M. Harper les attend au tournant. Se donnant un petit air «premier ministre» et jouant la carte de la candeur et de l'homme qui n'a rien à cacher, il lance alors sa campagne en donnant une longue conférence de presse. Et il a une réplique prête pour les libéraux: «Vous pouvez être Canadiens sans être libéraux.»

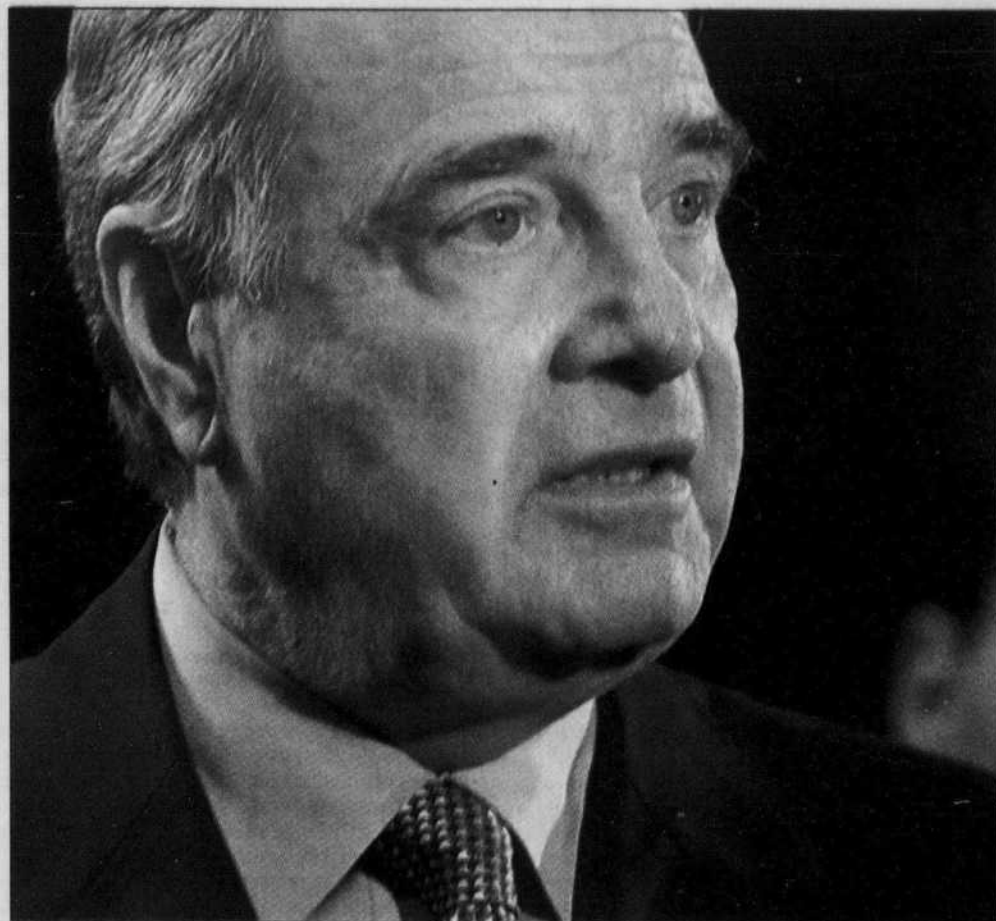
Harper
projette
l'image
d'un homme
serein
qui sait
où il va

La déclaration fait les manchettes et lui vaut de gagner la guerre des coups d'envoi. La phrase s'impose immédiatement comme le cri de ralliement qui conclura tous ses discours.

Ce départ préparé avec soin donne le ton à la campagne conservatrice. Alors que les libéraux semblent se chercher, Stephen Harper projette l'image d'un homme serein qui sait où il va et qui s'y rend avec assurance et patience. Aucun fil ne dépasse.

Il paraît calme, posé, modéré, ce qui contrecarre dès le départ la campagne négative des libéraux. Celle-ci s'arrête donc pendant la première semaine mais reprend rapidement lorsque les libéraux voient leur lente chute se poursuivre dans les sondages. Dans ces publicités, tout y passe, de la position de Stephen Harper sur la guerre en Irak à ses politiques économiques.

VOIR PAGE B 2: HARPER



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Paul Martin a enrayé la descente de son parti au début de la campagne.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Stephen Harper a réussi à contrecarrer la campagne négative des libéraux.

Un nouveau cahier **Alternatives**,
un mensuel d'information internationale, nationale et culturelle
encarté dans le journal *Le Devoir* le dernier mercredi du mois.

LE PROCHAIN CAHIER :
LE MERCREDI 30 JUIN 2004

alternatives
LE JOURNAL

Alternatives est une organisation non gouvernementale qui agit sur les terrains de la solidarité, de la justice et de l'équité dans les relations entre les individus et les communautés.

PERSPECTIVES



Jean Dion

Je crois que

En ce temps-là (une époque formidable), il y avait un tournoi de football appelé Euro 2004 parce qu'il se tenait en Europe en 2004. Certains disaient que c'était l'un des derniers de son genre puisque, avec la mondialisation et le dépeuplement de l'État-nation et tout le fric qui se trimballe dans le merveilleux monde™, le moment n'était pas loin où ce seraient des clubs privés, commandités par des multinationales, qui se feraient la lutte au plus haut niveau. Du reste, l'Europe n'était-elle pas sur le point de devenir un seul grand ensemble harmonieux où tout le monde parlerait anglais pour se comprendre?

D'autres disaient que cela n'avait aucune importance puisque, de toute manière, le sport organisé n'était qu'un vaste sédatif destiné à détourner les masses de leurs intérêts objectifs. En effet, pendant que l'on est happé par un match de foot, on ne se préoccupe pas de déséquilibre fiscal ni d'un référendum en 2009, et la santé n'est plus notre première priorité numéro un. Au contraire, il y en a qui se rendent malades avec ça. Tenez, un chiffre de plus dans le grand océan de la statistique moderne, pendant le match Portugal-Espagne du 20 juin 2004, les services d'infirmerie du stade de la Luz de Lisbonne avaient dû intervenir auprès de 97 personnes qui, pour une raison ou pour une autre, avaient défailli. Ça vous concocte une sacrée file d'attente.

Toujours est-il que ce jour-là, quelques jours plus tard, la France avait perdu contre la Grèce. Étonnante surprise, quoique le fait que les Grecs avaient embauché un entraîneur allemand — Otto Rehhagel, surnommé «Otto II», allusion à Otto I^{er}, fils de Louis I^{er} de Bavière et roi de Grèce de 1832 à 1862 — avait fait germer un gros insidieux doute dans l'esprit républicain, souvent échauffé par le génie industriel teuton par le passé. Mais les Bleus eussent-ils triomphé tout de même que leurs supporters n'en auraient pas pour autant été tellement contents. Soulagés, mais pas totalement heureux, un peu comme lorsqu'on fait sa déclaration de revenus annuelle et qu'on constate que les gouvernements fédéral et provincial combinés nous doivent 7,42 \$. Ouf, mais bof.

Et pourquoi n'auraient-ils pas été contents? Pour comprendre, il fallait aller voir dans *L'Équipe*, le quotidien parisien du sport, une publication tout à fait fascinante par son objet même: pour remplir chaque jour tout un journal avec ces trucs, il en fallait des adjectifs, des incidentes, du phrasé. On devait même inventer des choses. Ainsi le sport, par-delà le jeu lui-même, carburait-il au surnaturel. Il y avait des victoires et des défaites, certes, mais aussi des éléments les dépassant. Le plus fréquent: la destinée. On ne devenait pas champion simplement en gagnant mais parce qu'il était écrit quelque part qu'on gagnerait.

Bref, on «faisait» du sens, au sens littéral. Or il advint qu'en ce temps-là, on trouva à reprocher à l'équipe de France de connaître du succès sans la raisonnablement badigeonner de panache. L'on lut dans cette *Équipe*, tout en songeant dans son for intérieur que c'était vachement bien envoyé:

«Récemment gagnés par l'esprit de gagne, nous serions donc de nouveau, ces jours-ci, confrontés à un dilemme comme on les adore. Depuis que nous nous sommes mis dans la tête que seule la victoire est belle, nous ne supportons plus l'échec. Quelle qu'en soit la manière. Et quand la manière n'accompagne pas la victoire, nous continuons de faire des façons. En cela, nous sommes restés profondément français. Notre bon vieux fonds gaulois assaisonné d'esprit cartésien et de philosophie des Lumières est toujours là. Gagner, bien sûr, flatte la cocarde. Mais gagner sans la fleur au fusil nous laisse toujours un goût trop fade. Notre penchant pour le beau, le grand, le juste et — les grands jours — pour l'époque ne peut se satisfaire de l'étriqué. [...]

«Jusqu'à ces dernières années de gagne, le rôle de cocu magnifique convenait parfaitement au football français. Nous étions Cyrano, notre jeu pouvait avoir de l'inspiration, du souffle, mieux: de l'esprit. À Séville et à Guadalajara, Cyrano séduisait Roxane. Mais à Séville et à Guadalajara, c'était l'Allemagne qui tenait le rôle de Christian et emportait l'affaire.»

Le style, mon vieux, il y avait encore des gens pour se préoccuper du style. Cela allait à l'encontre d'une époque formidable mais désespérément utilitariste.

Quelques instants après la défaite, sur le site de *L'Équipe*, le titre était: «Une tragédie grecque». Notez bien: une tragédie. Le style s'accommode mal de la relativisation.

En ce temps-là, il y avait une expression anglaise qui rendait bien le procédé: *to win ugly*. Gagner laid. Remporter le paquet, mais sans que quiconque ne trouve à s'extasier le moins de devant les moyens mis en œuvre pour le faire.

Il y avait aussi des élections fédérales. Les plus importantes de l'histoire du Canada, avait dit le premier prioritaire numéro un ministre non élu, qui, visiblement, connaissait bien peu son histoire du Canada (ou, en tout cas, aurait dû savoir qu'on attend un peu avant de déclarer que l'immédiat deviendra historique). Ça n'avait en apparence rien à voir, mais la politique était très proche du sport en ce qu'elle lui piquait idiotement son vocabulaire, genre passer le K-O., avoir trois longueurs d'avance, scorer dans ses buts.

Et là non plus, il n'y avait plus de style. Les politiciens de l'époque croyaient que s'asseoir en tailleur avec des enfants dans une garderie ou faire cuire des cheeseburgers bien cuits à cause de la maladie du cheeseburger ou arriver à une conférence de presse en pédalo, c'était du style. Alors qu'ils avaient juste, ce faisant, l'air épaïs. Monocles. Li-cheux de votes. En revanche, lorsqu'il aurait été temps de montrer un peu de oumpf et de ce qu'ils appelaient une vision sans en avoir, leur véritable statut de gestionnaire et leur peur absolue de dire quelque chose de significatif remontaient à la surface. Ils disaient alors «je crois que» parce qu'il était écrit «je crois que» sur leur feuille. En plus, ils étaient incapables de lire sans s'enfermer dans les virgules.

En ce temps-là, on choisissait, par défaut, le moins pire.

jdion@ledevoir.com

Le Nouveau Parti démocratique

Une campagne «positive»

Malgré le peu d'impact dans les intentions de vote, le NPD a connu une véritable renaissance

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Un mot emblématique pour décrire la campagne du Nouveau Parti démocratique (NPD): positif. Un parti positif, un chef positif au sourire positif, un programme positif, une voie sociale positive.

Tout au long des dernières semaines, Jack Layton a présenté un visage (souriant) en harmonie avec un discours qu'il voulait constructif. Les observateurs le lui accordent: sa campagne s'est bien déroulée, sans trop d'erreurs. Une véritable renaissance pour un parti moribond ces dernières années. Néanmoins, le NPD pourrait bien rester marginalisé lundi, pris entre l'arbre et l'écorce des duels que se livrent libéraux et bloquistes au Québec et libéraux et conservateurs ailleurs au Canada.

Signe que la campagne n'a pas connu d'impact majeur (ni d'envolée non plus), les intentions de vote accordées au NPD n'ont presque pas changé depuis le début de la campagne: entre 16 et 21 % selon les sondages. Le NPD devrait donc récolter environ 18 % des voix lundi, un score qu'il n'a pas atteint depuis 1988 (en 2000, le NPD avait obtenu 9 % des voix). C'est l'année où Ed Broadbent avait mené ses troupes à un record de 43 sièges, un résultat que les néo-démocrates de Jack Layton visent ouvertement. Mais ce qui pourrait jouer contre eux, croient les analystes, c'est que des sympathisants mous décident finalement de voter pour les libéraux afin d'éviter de voir les conservateurs au pouvoir (c'est ce que propose une publicité libérale récente).

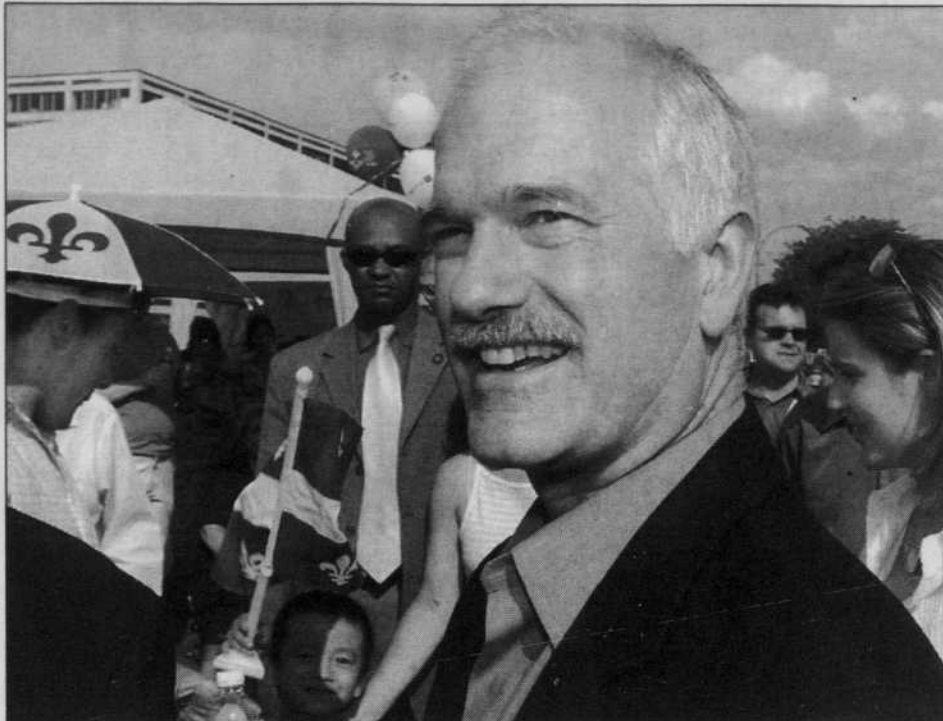
Le sondeur Jean-Marc Léger prévoit quand même une augmentation sensible du nombre de députés du NPD, qui en comptait 14 depuis quatre ans. «Les résultats seront plus intéressants qu'en 2000, dit-il, peut-être une trentaine de députés. [Les néo-démocrates] font des gains importants en Ontario et en Colombie-Britannique. La clé pourrait être d'obtenir la balance du pouvoir. Mais combien de députés exactement? C'est difficile à prédire parce qu'ils feront des gains dans des luttes à trois incertaines.» Jean-Marc Léger pense que le parti se tirera bien d'affaire dans la grande région de Toronto, où le chef et son épouse sont candidats, et dans les centres urbains comptant beaucoup de travailleurs.

Les cibles changent

Un peu moins sous les feux de la rampe que Paul Martin et Stephen Harper, l'imprévisible et charismatique Jack Layton, au sourire perpétuel, très à l'aise dans ses contacts avec les citoyens, aura donc réussi à éviter les écueils au cours de la campagne. Enfin, presque. Il a trébuché dès la première semaine en accusant le premier ministre Martin d'être responsable de la mort de sans-abri à Toronto. La presse du pays et ses adversaires ont été prompts à parler de démagogie électorale, mais Jack Layton a maintenu ses propos, les plus critiqués de la campagne. Certains des candidats néo-démocrates ont aussi grincé des dents lorsque le chef s'est prononcé en faveur de l'abrogation de la Loi sur la clarté référendaire. Mais à part ces événements, M. Layton a suscité peu de controverse, menant partout une campagne active.

Les néo-démocrates ont commencé la campagne en s'attaquant au bilan du gouvernement libéral. Pendant deux semaines, Paul Martin a essuyé la majorité des critiques de Jack Layton, qui l'a accusé d'avoir sabré un peu partout dans les programmes sociaux. La montée en force des conservateurs a quelque peu changé la donne: les attaques et l'attention ont ainsi été redirigées vers le «danger» que re-

«Je pense
que les gens
connaissent
mieux
le NPD
maintenant
qu'il y a
trois ans»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jack Layton a réussi à présenter un discours résolument néo-démocrate.

présente Stephen Harper selon eux. Le Parti vert a aussi reçu quelques flèches en Colombie-Britannique, où il obtient de bons résultats (notons que Greenpeace a donné la meilleure note environnementale à la plate-forme du NPD). Par rapport au Bloc québécois, Jack Layton, qui s'est arrêté à quelques reprises dans la province où il a grandi, a surtout insisté sur le fait qu'il valait mieux «construire que détruire» en relançant souvent son appel pour que tous «les progressistes et les sociaux-démocrates» se tournent vers son parti, qui n'est pas «obligatoirement réduit à être dans l'opposition».

Suivant encore la courbe des sondages, Jack Layton s'est laissé des portes ouvertes pour des alliances en cas de gouvernement minoritaire. Tout en notant les divisions parfois irréconciliables entre le programme du NPD et ceux des autres partis, M. Layton dit que le NPD veut jouer «un rôle central». Une de ses promesses électorales les moins populaires (celle d'imposer les héritages de plus d'un million de dollars) a d'ailleurs été abandonnée cette semaine, ce que d'aucuns ont décrit comme un geste de compromis. Mais M. Layton a été clair sur un point: une des principales conditions d'appui du NPD à un gouvernement minoritaire sera la tenue, au cours de l'année qui suivra, d'un référendum national sur la représentation proportionnelle.

Au chapitre des égratignures de campagne, on peut noter la performance de Jack Layton au débat des chefs en français. Manquant de mordant, le chef du NPD a la plupart du temps paru à côté de la coche face à ses adversaires. Jean-Marc Léger croit que son «approche positive et joviale n'a pas dû amener beaucoup de votes». Yves Théorêt, politologue à l'UQAM, abonde dans ce sens et attribue cela au bagage «d'homme de rue de Jack Layton, un peu «preacher» américain sur les bords, certes sympathique mais loin de l'image qu'on se fait d'un premier ministre».

À gauche

Selon Yves Théorêt, Jack Layton a généralement réussi à présenter «un discours résolument néo-démocrate, sans aucune ambiguïté,

ce qu'on n'avait pas entendu depuis longtemps». Il donne l'exemple de la fermeté du discours de Layton sur le maintien d'un réseau de santé public et sur la question du bouclier antimissiles.

«Le NPD a plutôt bien réussi à montrer qu'il pouvait être une voie alternative viable aux partis de droite et de centre-droite. Sauf que même si les gens se disent que cela a du sens, ça ne veut pas dire qu'ils iront jusqu'à voter pour ce programme. Ça fait 20 ans que nous avons un programme de droite au pays, alors, quand Layton arrive et dit que le paiement de la dette n'est pas quelque chose d'important, les gens en doutent. En ce sens, la plate-forme du parti paraît manquer de crédibilité aux yeux des électeurs», croit le chercheur.

Jean-Marc Léger est plus sévère: «Le NPD n'a jamais été une véritable voie alternative au bipartisme au Canada. La plate-forme est trop à gauche. Et au Québec, la pensée du NPD ne passe pas.» Pour expliquer les problèmes du parti au Québec, Yves Théorêt pointe les tendances centralisatrices du NPD. «Les Québécois sont très réticents là-dessus». En témoignent les faibles appuis de cette année au Québec: environ 5 %. C'est deux fois plus qu'en 2000, mais c'est insuffisant pour avoir un député, même si on fonde beaucoup d'espoirs au NPD sur les chances de Pierre Ducas, candidat dans Manicouagan.

En entrevue avec le *Devoir*, Jack Layton évalue que sa campagne a «très bien été. On a travaillé fort et avec énergie. Nous verrons lundi ce que ça donne [...], mais je pense que les gens connaissent mieux le NPD maintenant qu'il y a trois ans».

Son attaché de presse, Karl Bélanger, estime quant à lui que le NPD a bien manœuvré pendant la course, évitant d'être «oublié entre le PLC et le PC. On a réussi à imposer nos thèmes, on voulait se dégager comme le parti présentant une plate-forme positive, et, pour ça, je pense qu'on y est».

Il ajoute que son chef a pris plaisir à mener campagne. «On le voit physiquement: il s'amuse, il est à l'aise.» Il est donc presque sûr que Jack Layton sourira lundi soir: reste à voir si ce sera un sourire de triomphe ou d'habitude.

Le Devoir

HARPER

SUITE DE LA PAGE B 1

M. Harper agit de manière à faire mentir ses détracteurs. Pour lui, l'enjeu des élections est l'intégrité du gouvernement et le refus des libéraux de rendre des comptes pour le scandale des commandites et une foule d'autres décisions.

Alors que les autres partis dévoilent rapidement leur programme, il attend, en révèle un bout à la fois, gardant le plat de résistance pour un gros rassemblement tenu à Toronto une semaine avant les débats. Au même moment, les sondages disent que libéraux et conservateurs sont à égalité et même que les conservateurs mènent en Ontario. Ça commence à sentir la victoire, et l'entourage du chef cache mal son plaisir.

Pour la première fois depuis plus d'une décennie, les Canadiens se font offrir une véritable solution de rechange aux libéraux, un choix crédible. Et tout ça parce que conservateurs et alliés se sont enfin unis, une démarche dont M. Harper a été l'un des artisans. Il a si bien joué ses atouts qu'il dépasse toutes les attentes de ses partisans aujourd'hui.

Cependant, certains candidats conservateurs mettent leur chef dans l'embarras avec leurs déclarations controversées sur le bilinguisme, l'avortement ou les droits des homosexuels, mais ce n'est jamais Stephen Harper qui trébuche. Ses adversaires y trouvent quand même des munitions fraîches. Les vieux épouvantails ressortent, en particulier sur le dossier de l'avortement. Mais peu importe d'où viennent les turbulences, le leader conservateur semble alors capable de calmer la tempête.

Solidement implanté dans l'Ouest, le Parti conservateur sait qu'il ne peut pas espérer s'imposer comme parti aspirant au pouvoir s'il ne perçoit pas en Ontario. Mais on sait avoir des chances de le faire. C'est en effet la division du vote de droite qui a permis à environ 25 libéraux de remporter leur siège en 2000. Unie, la droite aurait gagné. Tous les efforts se concen-

trement donc sur cette province et le chef y passe l'essentiel de la campagne.

Le Québec

La possibilité de l'élection d'un gouvernement minoritaire conservateur commence à faire son chemin après seulement une semaine de campagne et devient même réaliste deux jours avant les débats. Une question surgit rapidement: que ferait un tel gouvernement sans représentant du Québec? Stephen Harper sera poursuivi par cette question jusqu'à la fin. Il dit toujours que la meilleure solution serait l'élection d'un député québécois, mais son parti n'arrive pas à s'imposer. Quant à lui, il passe du temps au Québec, mais ses chances sont ailleurs.

Au cours des trois premières semaines, sa campagne baigne dans l'huile, mais elle est à son image: un peu terne et sans étincelles, sans contact direct avec les électeurs qui ne sont pas des partisans ou des auditeurs de tribunes téléphoniques.

Cela ne lui nuit pas dans le premier droit. Pendant les débats, cela l'avantage même. Il s'en tire donc bien malgré les attaques soutenues du chef libéral Paul Martin au sujet des droits des minorités, de la guerre en Irak, de l'abandon du protocole de Kyoto et du plan budgétaire du PC. Les chefs bloquistes, Gilles Duceppe, et néo-démocrate, Jack Layton, ne lui laissent pas beaucoup de répit non plus.

Au Canada anglais, on le déclare tout de même gagnant. Les sondages le favorisent. Il se met à rêver d'un gouvernement majoritaire et le dit tout haut.

Mal lui en prend: les problèmes commencent à peu près au même moment et tombent en cascade. D'abord, le premier ministre albertain Ralph Klein prévoit dévoiler son plan de réforme de la santé deux jours après les élections et précise que certaines mesures pourraient enfreindre la Loi canadienne sur la santé. Des munitions en or pour les libéraux. Pour la première fois de la campagne, Stephen Harper est vraiment sur la défensive.

Survient ensuite la publication du fameux communiqué dans lequel le PC se demande si Paul Martin appuie la pornographie infantile, une question posée au lendemain du plaidoyer de culpabilité du meurtrier d'une fillette de dix ans à Toronto.

Le tollé est immédiat. Le communiqué est modifié à la demande du chef, Paul Martin demande des excuses, les journalistes pourchassent Harper. Celui-ci refuse de s'excuser et refusera jusqu'à la fin de le faire. Ce qui était une erreur de la part de son équipe devient dès lors la sienne, la première véritable erreur de la campagne.

Et comme si ce n'était pas assez, une fuite permet d'apprendre que son parti veut abroger la loi sur la participation publique dans Air Canada, ce qui mettrait fin aux exigences en matière de bilinguisme. Il ne s'y attend pas, son parti n'a pas de réponse préparée. Il rétorque finalement que son intention est de soumettre toutes les compagnies aériennes à la Loi sur les langues officielles, mais il parvient difficilement à se faire entendre, les libéraux ayant rapidement ameuté l'opinion.

A une semaine du fil d'arrivée, ce sont de durs coups. Les mines s'allongent. Une journée de relâche est prévue et on en profite pour revoir la stratégie. Mais la tournée reprend la route sous de mauvaises auspices: les libéraux ont repris l'avance dans les sondages.

Stephen Harper se met à éviter les médias qui suivent sa tournée, préférant multiplier les entrevues avec des médias électroniques locaux. Cela lui permet de rejoindre beaucoup de gens sans avoir à passer par le filtre de la couverture journalistique, qui l'agace visiblement.

Le calme serein du début de la campagne s'est transformé en prudence extrême. La peur du faux pas a étouffé la ferveur et l'enthousiasme. Malgré la victoire encore possible, plus personne, surtout pas le chef, ne semble prendre plaisir à faire campagne ces jours-ci. Si près du but...

Le Devoir

PERSPECTIVES

Le Bloc québécois

La randonnée du Bloc

Gilles Duceppe et sa formation ont mené une campagne sans failles

ALEC CASTONGUAY

Malgré la fatigue qui assaille tous les chefs de parti à deux jours d'un scrutin, Gilles Duceppe aurait pu en supporter davantage. Pendant que ses adversaires passaient des nuits entières à se torturer l'esprit pour dénicher la bonne stratégie ou corriger des erreurs, le chef du Bloc, lui, dormait à poings fermés. Ça aide à garder la forme. Le leader du Bloc québécois, qui n'a jamais été sur la défensive parce qu'on l'a attaqué avec bien peu de mordant, a su éviter les dérapages tout en suivant les vents favorables du début à la fin de la campagne électorale. Le navire bloquiste n'aura pas tangué une seule fois.

Il n'y a qu'à entendre Gilles Duceppe raconter son plus grand regret de la campagne actuelle pour mesurer la facilité dont il a profité. *«Je n'aurais pas dû porter une chemise blanche au débat en français, je paraissais mal, a-t-il dit en entrevue au Devoir. Ma mère me l'a dit et ma sœur qui est costumière aussi. J'aurais dû mettre une chemise bleue.»* Une faute qu'il a corrigée pour le débat en anglais du lendemain. Et ne cherchez pas plus loin: Gilles Duceppe n'a rien à se faire pardonner. Aucune gaffe, aucun pas de travers.

Après un début de campagne sur les chapeaux de roues une semaine avant le déclenchement officiel des élections, les journalistes affectés à la couverture du Bloc l'ont senti dès les premiers jours: le gros des vagues était déjà passé. Le parti souverainiste se contenterait donc de surfer sur la frustration à l'endroit des libéraux et sur les erreurs des autres partis. Le nom dont on a affublé l'autobus du chef, «La Bulle», aura finalement traduit à merveille l'allure des 35 jours qui ont mené au scrutin. Cet univers serein et sans tracas n'a jamais éclaté.

Un chef populaire

Mais Gilles Duceppe se défend d'avoir dirigé une campagne sans saveur. *«Ce n'est pas de ma faute si tous les partis ont eu des pépins sauf moi!»,* soutient-il. *«C'est sûr que c'est un peu plate [quand tout va bien], mais j'ai fait une vraie campagne. Je suis le seul chef qui n'a pas arrêté une journée, je suis le seul qui a fait deux points de presse quotidiens. J'ai pris des bains de foule et les autres chefs n'en faisaient pas plus.»*

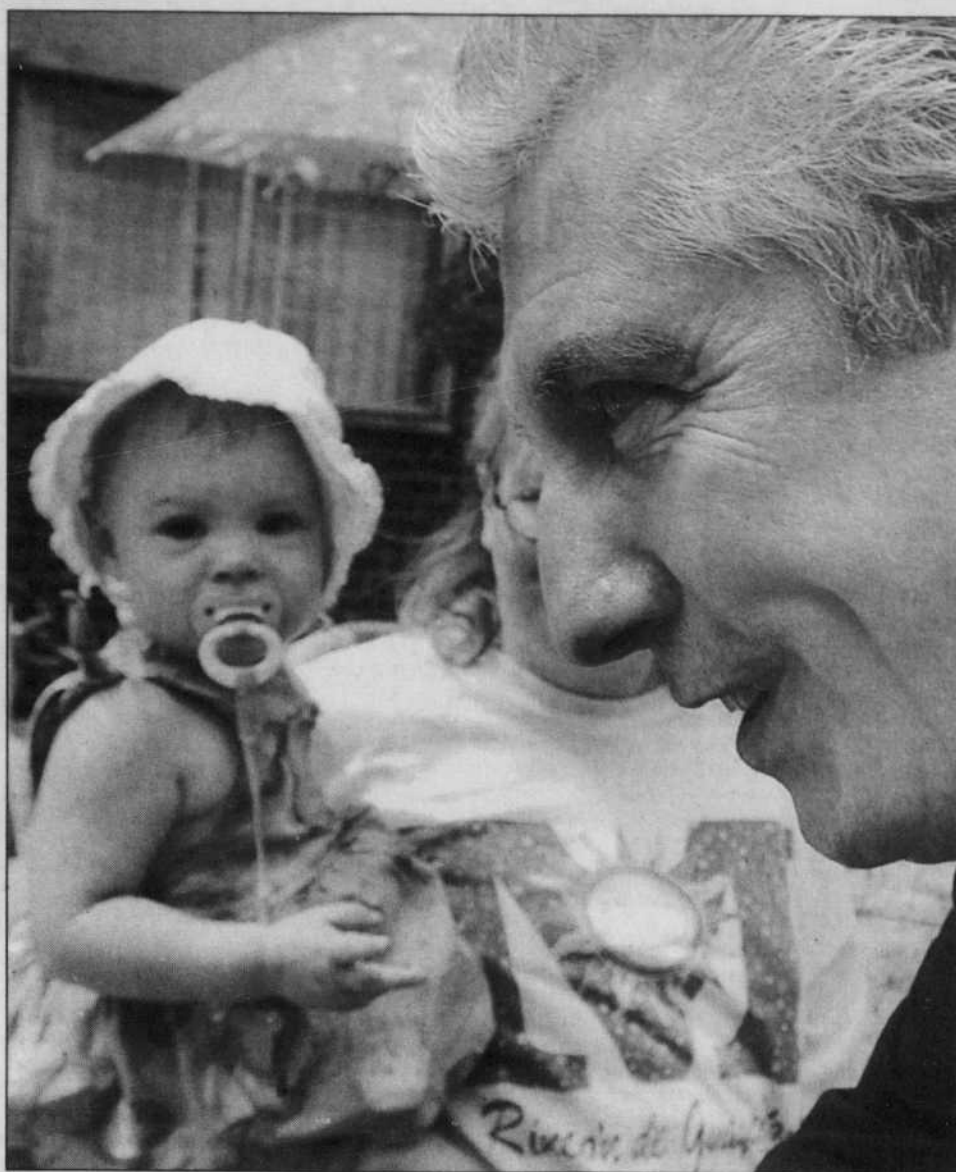
Gilles Duceppe s'est effectivement mis en mode «contact avec les gens» après presque deux semaines de campagne, multipliant les promenades dans les rues et les conversations sur les trottoirs. Son équipe jure qu'on avait prévu la chose dans les plans initiaux. Peu importe, il était temps de faire sortir le chef bloquiste, question d'éviter l'image du leader déconnecté de la réalité.

Du même coup, Gilles Duceppe s'est probablement rendu compte de son immense popularité. Même loin de ses militants, les sourires étaient au rendez-vous et les poignées de main se voulaient encourageantes. Les deux débats n'ont fait que concrétiser cet appui. *«Je jouais pour gagner les deux et je suis content du résultat»,* se contente-t-il de dire. Et la souveraineté? Pourquoi Paul Martin et Stephen Harper n'ont-ils pas enfoncé ce clou devant les caméras? Gilles Duceppe n'en a aucune idée, mais cela n'aurait rien changé, selon lui. *«J'étais prêt à toutes les questions, à toutes les attaques.»*

Préparation, rigueur, détermination... Ces mots reviennent souvent dans la bouche du leader souverainiste. *«Si, rendu là, je ne connais pas mes dossiers, je ne les connaîtrai jamais!»,* a-t-il dit à l'occasion de la visite des journalistes à bord de son autobus, où, lors des déplacements, il écoute des films et de la musique. L'équipe y est évidemment pour quelque chose, son entourage ayant plusieurs campagnes électorales derrière la cravate. Le degré de préparation était élevé. Fin mars, les publicités télé n'attendaient plus que le feu vert pour être diffusées. En avril, les lignes d'attaque et la plate-forme étaient prêtes. En mai, il ne manquait plus que la décision de Paul Martin pour lancer la machine.

De bonnes armes

Et le Bloc était armé comme rarement dans son histoire: scandale des commandites, usure du pouvoir, dérapages dans le registre des



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Après une campagne ronronnante, le Bloc doit maintenant «faire sortir le vote».

armes à feu et au ministère des Ressources humaines, etc. Le Bloc n'a eu aucune difficulté à coincer les libéraux, martelant sans relâche ses thèmes favoris, ajoutant par-ci par-là des éléments de son programme, notamment sur le déséquilibre fiscal, l'environnement et son opposition à la guerre en Irak. La bonne feuille de route du Bloc en tant qu'opposition à Ottawa a laissé très peu de terrain au PLC pour attaquer. En fait, un seul objectif s'est clairement dessiné en cours de campagne: avec un NPD et des conservateurs plus forts, il fallait convaincre les électeurs de punir le Parti libéral en choisissant le parti souverainiste plutôt qu'un autre parti fédéraliste.

«Ce n'est pas de ma faute si tous les partis ont eu des pépins sauf moi!»

De plus, le PLC et le PC ont eu le malheur d'attaquer de la même façon, laissant paraître une ressemblance qui n'a pas échappé aux bloquistes. *«Les libéraux disent qu'un vote pour le Bloc, c'est un vote pour les conservateurs; les conservateurs disent qu'un vote pour le Bloc, c'est un vote pour les libéraux. Il faudrait qu'ils se décident. Moi, je dis qu'un vote pour le Bloc est un vote pour le Québec.»* La réplique de Gilles Duceppe a fait mouche.

Les récents sondages montrent que le parti souverainiste se dirige vers une victoire éclatante. Au Canada anglais, on craint que le Bloc et sa cinquantaine de circonscriptions probables ne raflent la balance du pouvoir d'un éventuel gouvernement minoritaire. Journalistes et adversaires ont d'ailleurs consacré la deuxième moitié de la campagne à tenter de faire dire à Gilles Duceppe s'il pouvait faire alliance avec l'un des autres partis pour gouverner. Le chef bloquiste n'a pas bronché. *«Ce sera du cas par cas, je vais appuyer ce qui est bon pour le Québec, point à la ligne.»*

À qui le vote?

Les libéraux ont pourtant cherché une façon d'agripper le Bloc par le collet, changeant de stratégie à trois reprises. Première salve avec *«un vote pour le Bloc est un vote perdu»*, la

deuxième avec *«un vote pour le Bloc cédera le Québec à Harper»* et la troisième, cette semaine, lorsque Stéphane Dion, Pierre Pettigrew et Jean Lapierre ont prévenu les Québécois *«qu'un vote pour le Bloc était un vote pour la souveraineté»*. Les deux premières attaques n'ont connu aucun succès alors que la dernière est venue un peu tard.

C'est probablement la stratégie qui aurait fait le plus de dommages. En milieu de campagne, le candidat bloquiste Louis Plamondon avait ouvert tout grand la porte lorsqu'il avait affirmé que le 28 juin *«était la première période»* vers la souveraineté. Gilles Duceppe, qui avait pris soin de rencontrer Jacques Parizeau avant la campagne et l'avait convaincu de rester à l'écart pour ne pas faire de vagues, n'a pas trouvé ça drôle. En plus, Bernard Landry en a rajouté cette semaine en déclarant que la victoire du Bloc ouvrirait la voie à un référendum dans cinq ans.

Ces remous auraient pu dégénérer en tempête si les électeurs n'avaient pas déjà fait leur choix à quelques jours du scrutin. Car Gilles Duceppe a toujours soutenu le contraire, courtisant sans relâche les fédéralistes frustrés. Le chef bloquiste n'a eu de cesse de le répéter: *«La souveraineté du Québec ne se décide pas le 28 juin.»* *«Le 28 juin au soir, même avec un grand nombre de candidats élus, ce serait malhonnête de dire que c'était un vote pour la souveraineté»,* mentionne-t-il. *«J'ai dit que l'avenir du Québec ne se décidait pas dans ces élections et je ne dirai pas le contraire. Ça prend un peu de rigueur.»*

Reste donc l'ultime épreuve pour le Bloc, celui que tous les partis qui voguent en tête des sondages doivent relever le jour du scrutin: «faire sortir le vote». Depuis la ligne de départ, c'est la grande préoccupation du parti souverainiste. Sachant que le Bloc va gagner, les gens qui appuient le parti iront-ils voter? Gilles Duceppe attend la réponse avec impatience. Ce pourrait être la seule ombre sur un tableau électoral parfait.

Le Devoir

MARTIN

SUITE DE LA PAGE B 1

Le dépôt par Alfonso Gagliano d'une poursuite de 4,5 millions contre Paul Martin pour congédiement abusif à titre d'ambassadeur du Canada au Danemark est venu nuire à une campagne déjà difficile. Cela a surtout rappelé l'omniprésence du scandale des commandites.

Et comme si cela ne suffisait pas, le Parti libéral du Québec a lancé un mot d'ordre aux officiers du parti de garder leurs distances. Le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces que Paul Martin s'entête à ne pas reconnaître est au centre de cette directive. Tout au plus le chef libéral a-t-il ouvert la porte à une certaine reconnaissance des «pressions financières» que subissent les provinces.

La deuxième semaine s'est également enclenchée avec des engagements des libéraux afin de renverser la vapeur. Paul Martin a annoncé une aide accrue aux personnes âgées, puis a dévoilé l'ensemble de sa plate-forme électorale.

Mais somme toute, le débat d'idées aura été éclipsé par le dénigrement des chefs. Les libéraux ont diabolisé Stephen Harper. Et M. Martin a martelé sur toutes les tribunes que les conservateurs représentaient un danger pour les valeurs traditionnelles du Canada. S'en est suivi une série d'attaques sur l'avortement, les mariages gais, le bilinguisme et la participation à la guerre en Irak.

Mais il semble que le message libéral a eu peu de portée. Les sondages ont continué à

montrer la plongée libérale. Du coup, l'équipe Martin a demandé du renfort: des ténors du clan Chrétien, les ex-ministres Stéphane Dion, Sheila Copps et John Manley, sont venus prêter main-forte.

C'est également à ce moment que le discours des libéraux, qui cherchaient jusque-là à incarner le changement en faisant une coupure avec les trois mandats de Jean Chrétien, a été modifié. Le bilan libéral, d'abord mis au rancart, a finalement été ressorti. Tout à coup, les 11 dernières années étaient devenues un objet de fierté.

Parallèlement, Paul Martin a fait une pause dans la campagne pour faire deux voyages à l'étranger coup sur coup. Le 6 juin, il a participé aux célébrations entourant le 60^e anniversaire du débarquement de Normandie. Ensuite, il s'est rendu en Géorgie au sommet du G8, tentant ainsi de marquer des points en tablant sur sa stature de premier ministre. À son retour, il s'est offert un répit plutôt que de replonger sur le terrain électoral, prétextant la préparation en vue des deux débats des chefs.

Ces deux soirées télévisées semblent avoir apporté un peu de baume sur la campagne de M. Martin. Mis sur la défensive par le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, lors du débat en français, notamment à cause du scandale des commandites, M. Martin a réussi à se tirer d'affaire le lendemain, en anglais.

Au cours des jours suivants, le chef libéral a fait montre d'un peu plus de fougue, ce qui s'est immédiatement reflété dans les sondages. Il est vrai que M. Martin a profité des

gaffes de son adversaire conservateur, notamment la publication d'un communiqué de presse dénonçant le prétendu soutien de Paul Martin à la pornographie infantile. Malgré la volte-face des conservateurs, M. Martin a capitalisé sur cette erreur.

En ce qui a trait à la stratégie déployée au Québec, elle a tout eu d'un coup d'épée dans l'eau. Si le lieutenant québécois de Paul Martin, Jean Lapierre, qui a exhibé devant les journalistes les recrues nationalistes, devait symboliser une nouvelle ouverture au Québec, la stratégie a eu peu d'écho à travers la province. La présence de M. Lapierre a surtout suscité beaucoup de grogne chez les dirigeants torontois du parti.

Pour la dernière semaine de campagne, les libéraux, qui avaient associé le vote bloquiste à un appui aux conservateurs, ont brandi l'épouvantail référendaire. Mais le rôle de M. Lapierre dans cette nouvelle offensive s'est limité à tendre le micro à ses collègues Stéphane Dion et Pierre Pettigrew. En chœur, ils ont fait appel aux fédéralistes pour éviter de «jouer avec le feu» en votant, par frustration, pour le Bloc québécois.

Participant à la Fête nationale du Québec, Paul Martin est revenu à la charge sur la possibilité que le Québec retombe dans la tourmente référendaire. Par la suite, M. Martin a repris le chemin de l'Ontario, question de faire un dernier blitz dans cette province où la lutte s'annonce serrée avec les conservateurs.

Le Devoir



Michel David

Le cirque et la bulle

Peu importe les résultats des élections de lundi, la campagne a illustré de manière étincelante la cohabitation de deux solitudes de plus en plus éloignées l'une de l'autre. Du début à la fin, on a assisté à deux campagnes qui auraient pu se dérouler dans des pays différents.

Ceux qui voient le Canada hors Québec comme un endroit généralement ennuyeux devraient revoir leur opinion. La campagne y a été aussi passionnante et imprévisible qu'elle a été monotone au Québec, où la cause avait été entendue et la sentence rendue dès le départ. N'eût été des pitreries de Jean Lapierre, il n'y aurait presque rien eu à en dire.

Le débat sur les «valeurs» canadiennes qui a pris la forme d'un procès des intentions de Stephen Harper, dont la conclusion est encore très incertaine en Ontario, a laissé les Québécois complètement indifférents.

Le scandale des commandites a peut-être eu pour effet de les rendre encore plus sceptiques que les autres face au discours politique en général et libéral en particulier. Certes, les dinosaures conservateurs, sinon M. Harper lui-même, n'étaient pas très rassurants, mais voir Paul Martin poser en paragon de vertu libéral n'était pas tellement plus crédible.

Le plus inquiétant, d'un point de vue fédéraliste, c'est que les Québécois ne se sont pas sentis concernés par cette confrontation entre deux visions du Canada. Non pas que ces questions les laissent indifférents. Au contraire, les élections québécoises de 2003 avaient donné lieu à un débat de société comme on n'en avait pas connu depuis la Révolution tranquille.

Précisément, une société ne discute pas de ses orientations fondamentales dans un cadre qui lui semble étranger. Entendre des gens susceptibles de former le gouvernement canadien simplement évoquer la possibilité de faire marche arrière sur le libre choix en matière d'avortement ou les droits des homosexuels ne pouvait que renforcer cette impression de différence.

Si la campagne au Canada anglais a parfois pris des allures de cirque, comme l'illustre cette ridicule accusation du Parti conservateur faisant presque de Paul Martin un défenseur de la pornographie infantile, le Québec s'est plutôt réfugié dans sa bulle.

Le dénominateur commun habituel aux mondes politiques canadien et québécois, soit la question constitutionnelle, a été complètement absent pendant presque toute la campagne. Visiblement soucieux de marquer une rupture avec l'ère Chrétien, les libéraux ne se sont souvenus qu'en début de semaine qu'ils avaient affaire à des gens dont la raison d'être est pourtant la souveraineté du Québec.

Si l'unité du pays était à ce point menacée par une victoire du Bloc, quelqu'un aurait peut-être pu s'en rendre compte avant, non? Venant si tardivement, le cri d'alarme lancé par Stéphane Dion et Pierre Pettigrew, quand il est apparu que la tentative de démoniser M. Harper avait été un coup d'épée dans l'eau, témoignait surtout de la panique qui s'est emparée des libéraux.

Il est vrai qu'à partir du moment où il a décidé de faire de Jean Lapierre son lieutenant québécois, M. Martin s'interdisait pratiquement de faire campagne sur le dos des «séparatistes». Comme si son lourd passé ne suffisait pas, il a fallu que M. Lapierre déclare d'entrée de jeu qu'il jugeait la Loi sur la clarté parfaitement inutile.

C'est à se demander si on n'a pas voulu lui remettre cette bourde sous le nez en lui demandant d'agir comme maître de cérémonie lors de cette conférence de presse loufoque qui consacrait officiellement la réhabilitation politique de Stéphane Dion. M. Lapierre avait l'air aussi heureux d'être là qu'un saumon parachuté dans le Sahara.

À ce stade-ci de la campagne, les intentions de vote sont tellement arrêtées que l'intervention-surprise de Bernard Landry, par la bienveillante entremise du *Globe and Mail* qui lui a fait dire que l'élection de 60 bloquistes permettrait d'accélérer la tenue d'un autre référendum, n'aura sans doute qu'un effet limité malgré toute la publicité que lui font les libéraux.

Le chef péquiste n'en a pas moins raté une superbe occasion de se taire. Même s'il croyait à une conversation de nature privée et que ses propos aient pu être déformés, M. Landry a eu tellement d'altercations avec le collègue du *Globe*, un des principaux protagonistes dans le film de Jean-Claude Labrecque, *A hauteur d'homme*, qu'il aurait dû se méfier.

Après un parcours presque sans faute, on peut facilement imaginer les idées meurtrières qui ont traversé l'esprit de certains bloquistes. Ça valait bien la peine de cacher Jacques Parizeau! Si jamais les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances, M. Landry fera un bouc émissaire idéal, même s'il n'y sera probablement pour rien.

Remarque, on n'avait pas besoin de lui pour comprendre les avantages que le camp souverainiste pourrait tirer de un raz-de-marée bloquiste. Encore faudrait-il que le PQ reprenne le pouvoir pour tenir un référendum.

D'ici les prochaines élections québécoises, le tableau pourrait avoir changé du tout au tout à Ottawa. Personne ne peut croire sérieusement que le gouvernement qui sera élu lundi survivra aussi longtemps.

Le vieux rêve d'un «Parlement à l'italienne», que M. Parizeau appelait de tous ses vœux, est sur le point de se réaliser, mais il ne faudrait pas s'imaginer que la balance du pouvoir permettrait au Bloc de faire la pluie et le beau temps à la Chambre des communes sans devoir faire le moindre compromis.

Que les libéraux ou les conservateurs soient appelés à former le gouvernement, les Québécois n'auront pas plus envie de nouvelles élections à brève échéance que les autres Canadiens. Le Bloc n'aura pas le choix de sortir de sa bulle et de retourner dans le cirque.

mdavid@ldevoir.com

É D I T O R I A L

Pour le Bloc québécois

Étonnante, la campagne électorale qui s'achève l'aura été à tous égards. À 48 heures du scrutin, les électeurs, sauf au Québec, sont profondément divisés. Tout indique qu'ils n'arriveront pas à faire un choix clair et à élire un gouvernement majoritaire. Semble devoir l'emporter le scepticisme des Canadiens et des Québécois envers les grands partis. Une réalité dont il faut prendre acte.

Au terme de cette campagne électorale, il n'y a pas de choix facile, si ce n'est celui qui se pose pour les Québécois qui se préparent à appuyer massivement le Bloc québécois dans un vote de protestation comme ils savent le faire périodiquement. Seront victimes de cette situation tout d'abord les libéraux de Paul Martin mais aussi les conservateurs et les néo-démocrates pour n'avoir pas su comprendre le sentiment de l'électorat québécois à l'endroit de la politique canadienne.

Il est de bon ton de la part des partis fédéralistes, comme bien des commentateurs au Canada anglais, de reprocher aux Québécois le geste qu'ils s'approprient à faire, faisant valoir que c'est le Québec tout entier qui risque d'y perdre en mettant tous ses œufs dans le panier bloquiste. Personne n'a à se sentir coupable. Ce geste n'a rien d'illégitime. Tout au contraire, le choix du Bloc québécois s'impose aujourd'hui.

Les raisons de voter pour ce parti sont multiples. Pour les uns, il peut s'agir de punir les libéraux pour le scandale des commandites. Pour d'autres, de faire progresser la cause souverainiste. Tous expriment toutefois une volonté d'affirmer le Québec comme société distincte et de le faire reconnaître comme tel. Une reconnaissance que conservateurs comme libéraux ne semblent pas être disposés à lui accorder.

Chose remarquable, cette campagne électorale n'aura pas abordé la question du statut du Québec au sein de la fédération. Pour les partis fédéralistes, ce n'est pas un enjeu. On aura à peine effleuré le sujet avec la question du déséquilibre fiscal, problème dont le chef du Parti libéral ne veut toujours pas reconnaître l'existence. De même avec la Loi sur la clarté référendaire. Le libéral Jean Lapierre et le néo-démocrate Jack Layton ont été vite rappelés à l'ordre lorsqu'ils ont osé la remettre en question. Le message implicite de ce silence est que les Québécois doivent assumer les résultats du référendum de 1995 et se contenter de leur statut actuel. Inacceptable!

D'emblée, certains affirment que ce vote massif au Bloc favorisera la tenue d'un troisième référendum. Si cela est, ce sera tout simplement que le message que les Québécois cherchent à envoyer à leurs compatriotes du Canada anglais aura été mal reçu ou mal compris. À cet égard, les partis politiques fédéralistes ont une responsabilité. À eux de réagir. Les Québécois leur disent que leur adhésion au Canada ne peut être ni forcée ni achetée par un programme de propagande. Tant qu'on n'abordera pas le fond des choses, leurs réserves à l'endroit du Canada demeureront.

La perspective de l'élection d'un gouvernement minoritaire lundi donne une dimension inattendue à un vote en faveur du Bloc québécois. Si cela se révèle, ce parti détiendra la balance du pouvoir. Sans être assis à la table du conseil des ministres, les bloquistes pourront participer au pouvoir.

On pourrait croire que cette situation représentera le meilleur des deux mondes. De fait, le Québec pourra en tirer certains avantages. Le premier ministre Jean Charest sera certainement en meilleure position de négociation lorsqu'il se présentera à la rencontre des premiers ministres au mois d'août pour discuter du financement des programmes de santé. Le Bloc sera en mesure de faire avancer les dossiers qui lui tiennent à cœur ou de bloquer des changements qui lui paraissent inacceptables (pensons au droit à l'avortement).

Exercer la balance du pouvoir constituera par contre une gymnastique délicate pour le Bloc. Des compromis seront nécessaires pour assurer au gouvernement la stabilité dont il a besoin. Les choix qu'il aura à faire ne seront pas toujours faciles et pourraient, aux prochaines élections, lui être reprochés. Gilles Duceppe aura besoin de tout son talent pour manœuvrer dans un tel contexte. La victoire qui se prépare lundi pourrait comporter des lendemains amers.

Appuyer le Bloc ne nous dispense pas de réfléchir à la formation du prochain gouvernement. Il faut se demander qui, des libéraux ou des conservateurs, servira le mieux les intérêts du Québec et du Canada. La réponse à cette question n'est facile pour personne puisque jamais l'opinion publique n'aura été aussi divisée à la veille d'un scrutin. À cet égard, il faut examiner aussi bien la capacité des chefs de parti à bien gouverner que les programmes qu'ils défendent.

Pour Paul Martin, cette campagne électorale est un échec. Les attentes qu'il avait lui-même nourries au moment de devenir chef du Parti libéral étaient très élevées. Il n'a pas pu transformer son parti. La rupture promise avec le régime Chrétien ne s'est pas faite; en cours de route, il a même dû appeler la vieille garde libérale à l'aide. Pour ce qui est des idées nouvelles qu'il disait avoir, on les cherche toujours. Il ne s'est pas révélé l'homme de la situation. Il a déçu.

En revanche, Stephen Harper a surpris, affichant une assurance qui contrastait avec les hésitations de son adversaire libéral. On s'attendait au pire de la fusion des alliés et des progressistes, mais il a réussi à unifier le nouveau Parti conservateur et à lui imposer son autorité. L'homme est sans charisme mais s'exprime avec clarté et rigueur. Rapidement a transpiré le caractère doctrinaire de sa pensée et de celle de son parti, qui, sous de nombreux aspects, est ultraconservatrice. Sous sa gouverne, le Canada serait appelé à vivre de nombreux changements.

On dit volontiers de Paul Martin et de Stephen Harper qu'ils sont tous deux des conservateurs sur le plan fiscal mais, pour le reste, leurs plates-formes électorales sont aux antipodes. Si le provincialisme que prône le chef conservateur emporte notre adhésion, les changements qu'il laisse entrevoir sur le plan de la politique étrangère, de la gestion environnementale, de la culture ou des droits des minorités suscitent des craintes que cette campagne électorale n'a pas atténuées. Dans les circonstances, le statu quo qu'incarne Paul Martin est préférable. Ce serait un pis-aller permettant de minimiser les risques. Ce gouvernement sera cependant scruté à la loupe. À charge pour les conservateurs de nous convaincre, lors des prochaines élections, qu'ils sauraient faire mieux. Pour l'instant, ils ne nous semblent pas encore prêts.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

STRATÉGIE DE FIN DE CAMPAGNE...



L E T T R E S

Le vrai choix social-démocrate

Dans une analyse récemment publiée dans *Le Devoir*, André Lamoureux tente de démontrer que la tentative du NPD de s'implanter au Québec en vue des élections fédérales de lundi a échoué. Comme son analyse se base notamment sur des chiffres, en voici quelques-uns que M. Lamoureux a oubliés. Si on compare les résultats électoraux des élections de 2000 avec ceux prévus par la moyenne des sondages menés depuis le début de la campagne, il s'en dégage que c'est le NPD qui a connu la progression la plus importante.

En effet, avec près de 50 % des intentions de vote à l'heure actuelle au Québec, le Bloc connaît une progression de 25 % d'appuis par rapport à son résultat de 2000, où il avait obtenu 40 % des voix au Québec. Le Parti libéral, qui flirte autour de 25 %, a perdu environ 45 % de ses appuis de 2000. Le Parti conservateur demeure stable à environ 12 % alors que le NPD, que nous plaçons de façon prudente à 9 %, a vu le nombre de ses adhérents s'accroître de 350 %.

Plus loin dans son texte, M. Lamoureux affirme que la position du NPD au sujet du Québec n'a guère changé. Il ajoute même que la reconnaissance du peuple québécois n'est qu'une reconnaissance de principe. Rappelons à M. Lamoureux qu'en octobre 2003, les instances québécoises du parti avaient adopté un document intitulé *Bâtir avec le Québec* dans lequel il était clairement indiqué que le NPD reconnaissait l'existence de la nation québécoise. La même reconnaissance se retrouve dans la plateforme actuelle du NPD.

De plus, le fédéralisme asymétrique et flexible n'est pas qu'une vision de l'esprit, contrairement à ce que croit M. Lamoureux. Selon le NPD, le Québec doit détenir tous les leviers qui lui sont nécessaires pour remplir son rôle bien particulier au sein d'une vraie fédération ouverte et flexible. [...]

Le Québec doit se prendre en main comme il est capable de le faire et non se conforter dans un rôle éternel de victime. Le slogan préélectoral du Bloc affirmait ceci: «Parce que nous sommes différents», comme pour nous maintenir dans un ghetto. Mais n'est-ce pas justement notre devoir, si nous sommes vraiment des pro-

gressistes, de partager notre différence et de bâtir sur elle un pays plus juste et plus solidaire?

J'ai adhéré au NPD en m'assurant du respect du libre choix des Québécois en ce qui a trait à leur avenir collectif. Cependant, le débat sur la souveraineté se décidera au Québec et non à Ottawa. Les élections de lundi ne doivent pas reléguer à l'arrière-plan nos valeurs au détriment d'une stratégie référendaire hypothétique. En ce qui concerne la Loi sur la clarté, Jack Layton a été très clair à Sept-Îles: cette loi devrait être abolie. En tant que militants québécois, nous constatons que le NPD est en profonde mutation en ce moment et que la vision du Québec au sein du NPD est faite d'ouverture à ses revendications.

Les Québécois ont droit à une perspective, à une ouverture qui ne soit plus dictée par des querelles constitutionnelles. Le NPD propose une solution de rechange positive, cohérente et responsable à la droite libérale ou conservatrice. Pour sa part, le Bloc ne représentera jamais une solution alternative à la tête du pays puisqu'il est, de par sa nature, un parti d'opposition. **Martin Duval**
Saguenay, le 25 juin 2004

REVUE DE PRESSE

Victoire du Bloc, défaite du Canada

Antoine Robitaille

«**C'**est le Bloc qui a gagné la campagne électorale», écrivait Jeffrey Simpson dans le *Globe and Mail* d'hier. «Bref, le Canada a perdu», soutenait-il. À plusieurs égards. D'abord, «une solution de rechange aux libéraux, fédéraliste et crédible, n'est pas arrivée à s'imposer, signifiant que partout au Québec, dans les médias locaux, sur les tribunes télévisuelles, dans les pique-niques et les barbecues, il n'y aura qu'une seule voix politique venant d'Ottawa: une voix BQ mettant tous les problèmes du Québec sur le dos du fédéralisme». Selon Simpson, le leitmotiv du Bloc, «défendre les intérêts du Québec», c'est la «version polie» d'un mode de pensée honteux: «chercher à en tirer le plus possible du Canada tout en blâmant le fédéralisme canadien pour tout ce qu'on n'arrive pas à lui extorquer». Autrement dit, ajoute Simpson, le fédéralisme canadien sera maintenant jugé «exclusivement à partir de ce qu'il peut donner au Québec plutôt qu'en fonction de ce que le Québec peut donner au Canada». C'est là une relation à sens unique qui n'est pas viable; c'est tout au plus un «mariage de raison qui peut être annulé dès qu'il ne convient plus à une des deux parties».

Par ailleurs, le chroniqueur trouve qu'on a trop souvent laissé Gilles Duceppe «seul sur la patinoire» au cours de cette campagne. «Il n'a jamais abordé la question de la sécession.» Le chef bloquiste s'est comporté «comme un joueur qui aurait enfilé un chandail d'une couleur autre que celle de son équipe». Une des raisons de l'apathie des autres joueurs? Tous les leaders fédéralistes «cherchaient à séduire l'électorat des nationalistes mous». D'où la victoire facile de Duceppe au débat français, selon Simpson.

Les libéraux ont mené une «campagne incohérente au Québec», laissant d'abord Jean Lapierre libre de faire tout ce qu'il souhaitait. Par la suite, ils ont appelé en catastrophe au bercail des têtes d'affiche de l'ère Chrétien comme Stéphane Dion et Pierre Pettigrew. Simpson craint une victoire du Bloc au Québec supérieure à celle de 1993: «près de 65 sièges, alors qu'il en avait remporté 54 avec Lucien Bouchard». On est loin, dit-il, des prédictions qu'on faisait il y a tout juste un an, où on accordait de 50 à 55 sièges québécois... aux libéraux.

Et les conservateurs? Ils ont été absents du terrain au Québec, prétend Simpson. S'ils arri-

vaient à former un gouvernement minoritaire, les bloquistes «les feraient chanter constamment», prévoit-il. «Ils plastronneraient à chaque victoire mais mettraient en relief tout compromis comme une preuve du caractère corrompu et inutile du fédéralisme canadien, duquel le Québec doit se séparer.»

Avant d'être bloquiste, Gilles Duceppe a été maoïste. Et c'est une version fleurdéliée de la «Longue Marche» qu'il a récemment offerte au Bloc, écrivait hier Peter Black dans le *New Brunswick Telegraph Journal* en référence à cet épisode où Mao s'était «sorti d'une situation qui aurait conduit à sa quasi-annihilation». Mais contrairement à Mao, dit Black, Duceppe et le Bloc ont reçu un coup de pouce du destin, «profitant grandement de circonstances hors de leur contrôle». Black doute du mérite de l'homme, de son option et de son parti pour «ce grand bond en avant» récemment effectué et qui se confirmera sans doute aux urnes lundi. Autrement dit, les bloquistes doivent tout aux commandites. «Les sondages montrent que la montée du Bloc est survenue en février, soit après la divulgation du rapport de la vérificatrice générale», écrit Black. Pas de mérite, donc, répète Black, qui trouve ridicule que certaines personnes dans le ROC commencent à louer Duceppe.

Revenant sur le parcours du chef bloquiste, Black rappelle qu'il a été élu une première fois il y a 14 ans, à l'ère post-Meech, ce qui ne donnait aucune chance à ses adversaires. Il avait alors battu un jeune libéral nommé Denis Coderre. Élu chef en 1997, Duceppe, depuis, a «joué d'avantages dont aucun autre chef de parti fédéral n'a jamais pu rêver». Par exemple, en campagne, Duceppe n'a qu'une seule partie du Canada à couvrir. «Et si Paul Martin, Stephen Harper ou Jack Layton pouvaient s'accorder le luxe de se berner à parcourir le Québec 35 jours durant?» En plus, les médias québécois lui accordent autant de place qu'aux autres chefs fédéraux. Black note aussi que Duceppe peut composer n'importe quel programme, «il sait très bien qu'il n'aura jamais à le mettre en application». Il peut se cantonner dans la critique «et ne jamais rien offrir de constructif». N'importe qui aurait pu faire une bonne campagne dans ces conditions idéales, affirme Black.

Élections fédérales: le *Toronto Star* prend

Le Devoir

IDÉES

LE SENS D'UN VOTE POUR LE BLOC QUÉBÉCOIS

Préparer l'adieu

CLAUDE BARITEAU, ANDRÉ CAMPEAU, CLAUDETTE CHALIFOUR, JEAN-PIERRE CHARBONNEAU, NATACHA GAGNÉ, STÉPHANE HARRISSON, HUGUES LECLAIR, JACQUES LAMOTHE, FRANÇOIS LANDRIAU, MARCEL LEFEBVRE, MARTIN PELLETIER, JEAN-PIERRE ROY, LOUISE SARDA

Membres du conseil d'administration du Rassemblement pour l'indépendance du Québec (RIQ)

Pour des indépendantistes, élire des députés québécois à la Chambre des communes n'a de sens que si ces derniers utilisent cette tribune pour faire d'abord valoir le projet du pays du Québec et, comme les y invite le chef du Bloc québécois, travaillent à la promotion des intérêts des Québécois.

Ces élections-ci ne font pas exception. Pour le Bloc s'y ajoutent les sens suivants: d'une part, dire aux Canadiens qu'ils peuvent vivre sans nous et nous sans eux; d'autre part, dire aux Québécois qu'ils entendent entre-temps faire valoir leurs intérêts.

Transformé en arbitre biaisé avec la Loi sur la clarté, le Parlement canadien, qui s'active à faire et refaire le Canada, n'a plus de sens pour ceux qui aspirent à faire du Québec leur pays. Il est temps d'en sortir poliment. Dans cette foulée, il reviendra au Bloc d'assumer de nouvelles responsabilités. Pour le Rassemblement pour l'indépendance du Québec (RIQ), le Bloc québécois doit désormais devenir pédagogue et diplomate.

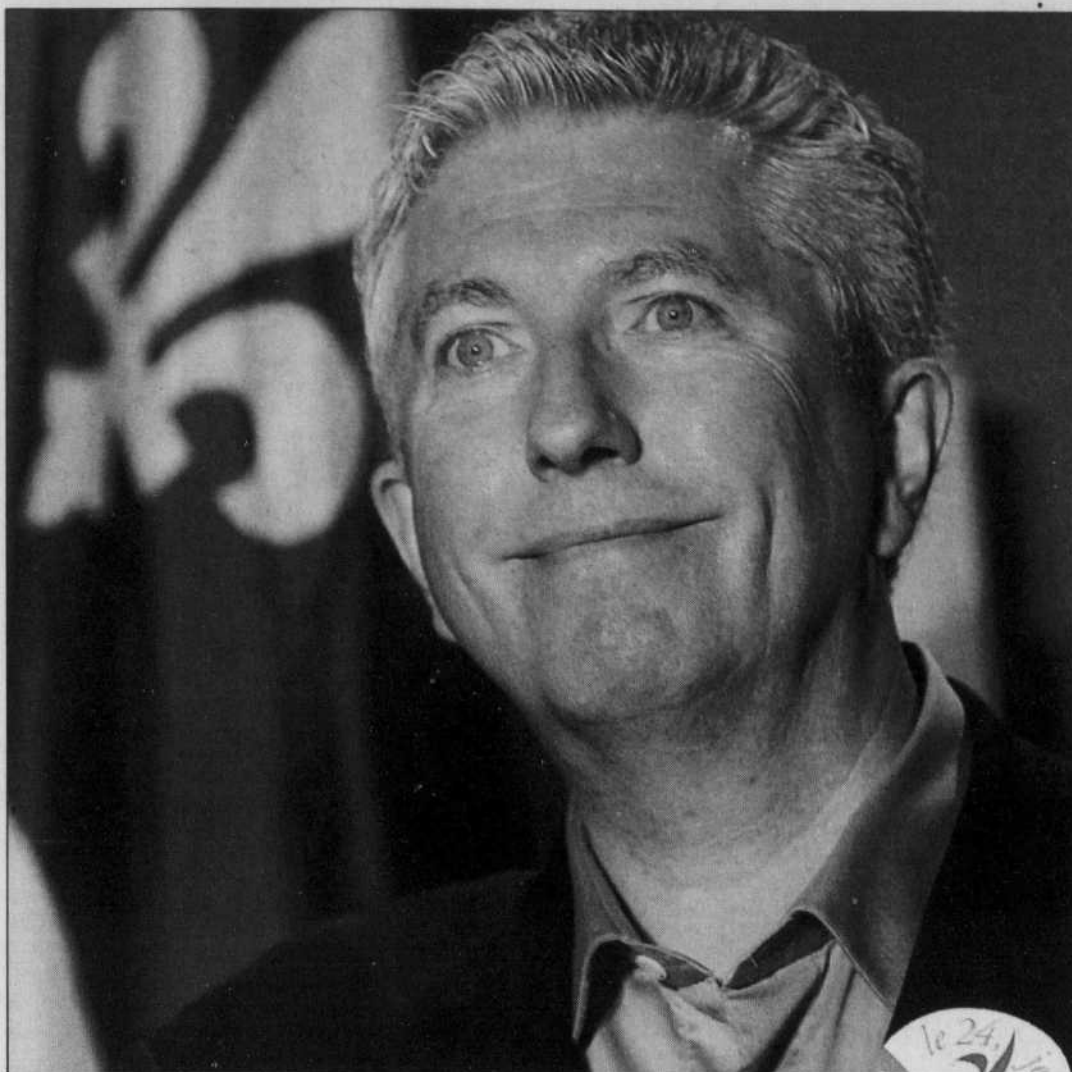
Pédagogue pour expliquer que la sécession sera avantageuse pour le Québec. Pédagogue aussi pour inciter les Québécois à mettre en avant une nécessaire coalition en vue des prochaines élections provinciales afin que s'enclenche le processus conduisant à l'indépendance politique du Québec.

Diplomate d'abord pour faire valoir qu'il appartient aux seuls Québécois, toutes origines confondues, de se prononcer sur leur avenir, toute approche donnant au Canada une ascendance quelconque ayant un saveur coloniale, voire impériale. Diplomate surtout pour préparer l'après-sécession auprès de nos voisins immédiats, soit les Canadiens, les Américains et les Mexicains, et auprès des autres membres des Nations unies.

Regroupement nécessaire

Depuis la création du BQ et le référendum de 1995, le Québec est devenu une «région canadienne» et le Canada un pays plus centralisé que jamais qui nie l'existence de la nation politique québécoise, attaque ses assises et se construit à l'encontre de ses aspirations. Dans ce contexte, le regroupement des indépendantistes s'impose.

Il s'impose parce que, lors des élections fédérales, si les indépendantistes appuient majoritairement le Bloc, plusieurs votent pour les autres partis. Un sondage réalisé en octobre 2000 par Pierre Drouilly et Pierre-Alain Côté (Sondage pour le compte de la SNQC) l'a clairement révélé. Devant choisir, pour le Québec, entre l'indépendance et un statut de province comme les autres, 77 % des supporters du BQ optaient pour l'indépendance tandis que 25 % des supporters du Parti libéral du Canada (PLC), 29 % de ceux du Parti progressiste-conservateur (PPC), 48 % de ceux de l'Alliance canadienne (AC) et 63 % de ceux du Nou-



Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

veau Parti démocratique (NPD) faisaient de même.

Le sondage publié ce 23 juin dans *La Presse* et *Le Soleil* révèle des tendances analogues. On comprend mieux le soutien que reçoit le Bloc: lié à la débâcle du PLC au Québec dans le sillage du scandale des commandites, ce soutien provient en grande partie du vote indépendantiste qui bifurquait vers les libéraux.

Malgré cette débâcle, le Bloc attire moins le vote indépendantiste que canalisent le NPD et le nouveau Parti conservateur (né de la réunion du PPC et de l'AC). Une analyse des programmes des partis en lutte devrait y conduire.

Sur le plan constitutionnel, le PC prône le statu quo. La conséquence est connue: maintenir le statut minoritaire qu'a le Québec dans la Constitution de 1982. Or c'est précisément cette position qui amenait en 2000 plusieurs des supporters québécois du PC à préférer l'indépendance. Quant au NPD, qui revient avec l'idée rejetée en 1992 de société distincte, il mise, tout comme le PLC, sur les municipalités plutôt que sur une décentralisation des pouvoirs pour mener à bien la construction nationale canadienne.

Lecture imposée

De ces positions, il ressort que ces partis refusent de composer avec la nation politique du Québec. Ils lui imposent plutôt leur lecture canadienne

selon laquelle le Québec:

■ est une province qui doit bien appliquer les mesures canadiennes et faire des suggestions constructives en ce sens;

■ n'a rien à dire en ce qui concerne les enjeux internationaux en matière de paix, d'écologie, de défense et de développement économique;

■ est une région, une société distincte, une province comme les autres, une nation culturelle, n'importe quoi sauf une nation politique;

■ n'a de place sur la scène internationale qu'en présence du Canada là où seules les différences culturelles sont objet de discussion;

■ est une zone de propagande canadienne où il importe de faire valoir le Canada en s'introduisant dans les municipalités et en minant, dans les médias, toute représentation collective du Québec.

Ce sont ces motifs qui mènent le RIQ à voir dans ces élections une occasion qu'auront les députés bloquistes de faire valoir que les Québécois aspirent à fonder leur pays et qu'il est temps, au Québec comme au Canada, de s'y préparer avec sérénité. C'est ainsi qu'un vote en faveur du BQ fera sens pour les indépendantistes. Ne pas tirer profit de cette occasion, ce serait refuser d'inciter les Québécois de toutes origines, qui aspirent fondamentalement à se doter d'un pays, à être conséquents. [...]



Denise Bombardier

La politique de l'autruche

Ainsi donc, le premier ministre Jean Charest récuse l'interprétation qui s'impose selon le principe de réalité, à savoir que les résultats des référendums sur les déductions confirment la fracture linguistique dans l'île de Montréal. Il y voit au contraire une affirmation du sentiment d'appartenance communautaire. Un pas de plus et on parlerait du triomphe de la diversité culturelle. Si cette lecture n'avait pas de conséquences aussi imprévisibles que néfastes, on serait en droit de sourire. Malheureusement, cette ségrégation volontaire risque d'entraîner un état d'esprit d'assiégés chez les citoyens tentés de renverser d'autres lois à haute sensibilité, les lois linguistiques au premier chef. Affronter la situation, reconnaître les malaises, pointer le doigt sur une situation potentiellement explosive, n'est-ce pas la seule façon de gouverner en assurant la paix pour l'avenir? Ce n'est pas en reprochant au gouvernement précédent d'avoir fusionné de force (une erreur ô combien coûteuse, on le constate, alors que cette politique fut aussi celle de l'autruche) qu'on efface cette nouvelle donne dramatique, à savoir la partition de fait que les anglophones de l'Ouest montalais revendiquent comme une victoire. Un mur aussi symbolique que réel vient d'être institutionnalisé. Le dire, l'écrire, le reconnaître et en débattre n'est pas jeter de l'huile sur le feu. C'est empêcher que cette huile se propage. Et cela caractérise l'art de gouverner.

A vrai dire, au Canada, l'autruche et non le castor devrait servir de symbole. À la veille de ces élections, précédées d'une campagne qui a déprimé même les optimistes les plus coriaces, constatons aussi les méfaits de la politique de l'autruche. Le Parti libéral, en changeant de chef, s'est fait croire et a tenté de convaincre l'opinion publique, qui semblait d'abord le croire, qu'on avait affaire à un nouveau parti, voire à un nouveau gouvernement. Le discours officiel donnait à penser qu'une nouvelle philosophie, une nouvelle éthique, une conception plus souple du Canada prévalaient. Or, en politique, le renouvellement dans la continuité est un défi quasi insurmontable, dont la force d'inertie et la vieille arrogance déçoivent de l'exercice trop prolongé du pouvoir. Cette fois, les citoyens semblent s'être rendu compte que l'autruche se cachait la tête dans le sable, et le vote de lundi le confirmera selon toute vraisemblance.

Les Québécois sont friands de cet animal qui n'a de hauteur que le cou. Ils s'approprient à célébrer une grande victoire en votant pour un parti, le Bloc québécois, qui n'assurera jamais d'autres pouvoirs que ceux de nuisance à Ottawa. Bien sûr, il s'agit d'un vote de protestation; bien sûr, la réputation bloquiste défend les intérêts québécois; évidemment, son opposition influence certains projets de loi en faveur du Québec, mais quelle illusion tout de même de croire gagner lorsque la cause, elle, est perdue sur le terrain fédéral. Belle façon de se leurrer soi-même. D'ailleurs, n'est-ce pas la reproduction de ce qui se passe au niveau provincial en portant le Parti québécois au pouvoir tout en l'obligeant en émasculant la raison d'être de son existence, à savoir l'accession à la souveraineté?

Le beau grand Canada uni de l'ex-premier ministre, cette construction fictive en regard des oppositions régionales et du blocage du parti bien nommé, sera certes malmené au cours des mois à venir. Par définition, un gouvernement minoritaire ne gouverne pas, il navigue d'écueil en écueil, sans vision et sans autre but que d'éviter de s'échouer trop tôt. Car le pays ne réussit plus à contenir des partis véritablement nationaux alors que les ténors politiques (on devrait peut-être parler, compte tenu du peu de panache et d'envergure des chefs politiques actuels, de sous-ténors) chantent la grandeur canadienne. La politique de l'autruche, c'est aussi continuer à vivre la surréalité, l'expression créée au sujet de l'ex-URSS, cette fiction de gouvernement du peuple par le peuple qui a éclaté dès qu'une brise de liberté a rafraîchi l'air. La surréalité canadienne, c'est croire que le nationalisme québécois, défini ici au sens étroit de la conscience, de sa distinction et du désir de l'affirmer, est un phénomène ponctuel, réservé avant tout au Parti québécois et dont l'essoufflement progressif rendra caduc tout projet de redéfinition des pouvoirs entre Ottawa et le Québec. La politique de l'autruche, c'est donner à penser que la mondialisation de l'économie lamine les différences et que la diversité culturelle est plus affaire de folklore régional, aussi sophistiqué soit-il, que de combats politiques.

Bien sûr, nos problèmes sont insignifiants en regard des conflits et des guerres qui prévalent sur la planète. Compte tenu de cette tendance au camouflage systématique de ceux qui prétendent nous gouverner, bénissons le ciel de nous mettre à l'abri de tensions plus exacerbées. Il n'en demeure pas moins que les référendums et les élections de lundi contribuent à une dramatisation des problèmes en mettant en lumière les errements de ceux qui nous gouvernent ou nous ont gouvernés par le passé. Faire preuve de responsabilité publique est incompatible avec une gestion à court terme, la tête enfouie dans le sable. Cette image a d'ailleurs quelque chose de grotesque et de détestable.

denbombardier@earthlink.net

Un nouveau type d'association dans un Canada autre

JOSEPH GIGUÈRE

Ex-directeur du Centre Saint-Pierre, l'auteur est actuellement directeur d'une coopérative de travailleurs dans le secteur du caoutchouc.

Alors que le Bloc québécois est gonflé à bloc par la ferveur et la ferveur dont il est objet dans la présente campagne électorale et que tout annonce que le Québec en tant que peuple se retrouvera dans un rapport dual avec le reste du Canada, avec droit de vie ou de mort sur le gouvernement fédéral, l'espace est ouvert à toutes sortes de commentaires et de conjectures sur la gestion du Canada et l'avenir de la souveraineté.

Entre autres commentaires, les chroniques de Michel David et de Gil Courtemanche dans *Le Devoir* du samedi 19 juin, où ils apportaient leur point de vue sur le Bloc et l'issue de ce scrutin, m'ont particulièrement interpellé.

Michel David nous présente la victoire massive probable du Bloc comme un moment déterminant, voire concluant, dans la poursuite du souk à la corde avec le reste du Canada en faveur de la souveraineté québécoise. Évoquant une image de Gérard Larose, il pose l'interprétation selon laquelle, avec les élections actuelles, les Québécois seraient en train de consommer la rupture tranquille, congédiant leur élite fédéraliste et se réappropriant leur espace politique avec, en perspective, le retour du Parti québécois et un référendum gagnant qui viendrait officiellement boucler la boucle de ce processus.

Gil Courtemanche, de son côté, nous recommande de renoncer à nous enfermer dans l'identité nationaliste et de voter pour le NPD au nom des «autres luttes citoyennes». En effet, compte tenu du fait que les électeurs québécois se retrouvent dans une impasse entre un gouvernement fédéraliste de droite et ce qu'il appelle le cul-de-sac provincial incarné par le Bloc, il ne voit d'autre échappatoire à ce piège qu'un choix en faveur du NPD, option qu'il appel-

le, dans une vision optimiste, un vote pour l'avenir.

Comme stratégie devant l'embourbement et l'incohérence des enjeux et des factions politiques du Canada, l'un des chroniqueurs cités ci-dessus nous suggère qu'on peut s'en sortir en votant pour le Bloc, accélérant ainsi la marche vers la souveraineté, alors que l'autre nous recommande d'éviter le cul-de-sac du Bloc et de plutôt en sortir en fuyant vers le futur avec le NPD.

Pas d'antagonisme

Je ne comprends pas l'antagonisme que Gil Courtemanche a l'air d'apercevoir entre l'identité nationale et les autres luttes sociales et citoyennes. Ma petite trajectoire personnelle, qui a mouillé dans les eaux du syndicalisme, de la coopération internationale, de l'action communautaire et du mouvement coopératif, semble me confirmer solidement que cette contradiction est un sophisme.

Les travailleurs du Québec ne sont pas moins solidaires des luttes de leurs compagnons de la planète parce qu'ils ont résolulement choisi, dans la CSN, la FTQ, la CSQ et d'autres organisations, de faire un syndicalisme marqué au coin de l'identité québécoise. On pourrait en dire autant du mouvement coopératif et des organismes communautaires.

Plein d'expériences et d'observations démontrent que dans le cœur de bien du monde, notamment celui des ouvriers, l'identité nationale et la solidarité sociale sont généralement attachées et contribuent à se renforcer l'une l'autre.

Dans l'engouement qu'il semble manifester pour le Bloc dans la campagne électorale en cours, mon hypothèse est que le peuple québécois ne recherche ni le repli identitaire protectionniste ni une quelconque fuite du Canada actuel par une sortie latérale ou par une projection artificielle vers l'avenir. Je crois plutôt que, dans un moment fort d'exercice de son intelligence de masse et avec une subtilité politique plus raffinée que celle de ses penseurs, il est en train de résoudre l'équation prophétique posée par René Lévesque lorsque celui-ci avait juxtaposé deux mots apparem-

ment contradictoires: souveraineté et association.

En s'appropriant à voter massivement pour le Bloc dans la conjoncture des élections de lundi, les Québécois choisissent le Québec tout en établissant un scénario de Canada autre. [...]

Incarnation de l'association

Depuis toujours, je vois le Bloc non pas comme l'agitateur du grolot souverainiste sur la colline fédérale mais comme l'anticipation politique de l'association avant même que la souveraineté ne soit juridiquement réalisée. En démontrant que l'association est possible dans des rapports harmonieux où les autres partenaires de l'ensemble canadien y trouveraient leur compte, il incarne la souveraineté du Québec comme une option viable et heureuse. Dans la mouvance même de l'action, il remplace entre la souveraineté et l'association le fameux trait d'union que plusieurs honnissent pour des raisons stratégiques ou des habitudes de raisonnement binaire.

Avec la perspective d'un gouvernement minoritaire et d'une représentation relativement massive et homogène du Québec par le Bloc, le Canada autre est un leitmotiv qui acquiert progressivement de la résonance. Le développement de ce thème exprime encore une fois, avec la précision particulièrement aiguisée du moment de vérité privilégié représenté par une campagne électorale, que le Canada de Trudeau ne marche pas.

On a beau insister, mais la Charte des droits, née de la négation de l'existence du peuple québécois, et le centralisme d'un régime parlementaire de monarchie constitutionnelle n'arrivent pas à faire surgir du creuset de l'expérience historique un véritable pays avec une âme, une mystique, une force de cohésion et de rassemblement.

Enfin, les intentions de vote que le Bloc recueille dans les autres provinces alors qu'il est un parti configuré à l'intérieur du territoire québécois ne sont-elles pas des leurs annonçant que la grande luminosité d'un Canada autre, solidaire d'un Québec souverain, est possible?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et droits de la personne), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre éditorial, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricatures); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duches, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reluctants); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Béhar (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels); Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (littérature), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Beny, Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Goy Tallier, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétariat à la rédaction); Louise-Maude Rioux (secrétariat); Geneviève Otis-Dionne (commis). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruellan, Nadia Sebail (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION: Daniel Bazinet (responsable de la production), Nathalie Zennaro, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yvanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la circulation), Monique Heures, Lise Leclerc, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Puroy, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boivin (vice-président exécutif et directeur général).

